



Ça suffit!

LE 29 JANVIER TOUS EN GREVE

L'ensemble des organisations syndicales du secteur privé et du secteur public appelle à faire de la journée du 29 janvier prochain une grande journée de grève et de manifestations.

Elles ont décidé, toutes, sans exception, de s'unir sur des propositions et des revendications communes, et de favoriser ainsi une mobilisation la plus grande possible lors de cette journée d'action.

LA CASSE DE LA FONCTION PUBLIQUE : ÇA SUFFIT !

La politique du gouvernement se traduit par la baisse des budgets à l'Etat, à l'Hospitalière et pour la Fonction publique territoriale.

Pour l'essentiel, ces baisses financières visent l'emploi :

- **non remplacement de départs en retraite**
- **délocalisations,**
- **regroupements de services,**
- **suppression de lits d'hôpitaux,**
- **fermetures de services publics (sous-préfectures, trésoreries...).**

Ces mesures autoritaires et drastiques ne peuvent être sans conséquences sur les territoires, sur les collectivités locales, sur les usagers et sur les personnels.

Moins d'agents à la Fonction publique de l'Etat et à l'Hospitalière, c'est

forcément plus de missions que la Fonction publique territoriale devra assumer, sauf à les supprimer.

De leur côté, de trop nombreuses missions publiques sont externalisées alors que du personnel titulaire pourrait les assumer. Privatiser ne peut en aucun cas être une réponse ni d'un point de vue financier car bien souvent cela coûte plus cher de payer une entreprise, ni d'un point de vue qualité puisque le but essentiel des entreprises est de faire des bénéfices qui passent nécessairement par des dépenses les plus réduites possibles.

LA CHUTE LIBRE DU POUVOIR D'ACHAT DES RETRAITES ET DES FONCTIONNAIRES : ÇA SUFFIT !

Depuis janvier 2000, le pouvoir d'achat de la valeur du point d'indice servant au calcul de la rémunération a chuté de plus de 9,10 % par rapport à

l'indice des prix Insee. Aujourd'hui, le salaire minimum de la fonction publique court après le SMIC, alors que les prix de consommation courante explosent. Le gouvernement dit ne pas avoir les moyens d'augmenter les fonctionnaires, mais il fait cadeau au patronat en 2006 de 23,7 milliards d'euros d'exonération de cotisations sociales et remet le couvert en 2007 avec le fameux paquet fiscal, soit 15 milliards d'euros qui profitent encore et toujours aux quelques 20 % des foyers les plus riches.

Vous en voulez encore ? 100 millions d'euros ont pu être trouvés pour tripler le budget de l'Elysée et plus que doubler le salaire du chef de l'Etat. Des dizaines de milliards sont dégagés dans le cadre du « plan de relance » pour faire de nouveaux cadeaux aux entreprises et renflouer les banques.

ENSEMBLE EXIGEONS

- L'ouverture immédiate de négociations salariales devant déboucher sur un salaire minimum à 1600 euros, avec une application à tous les niveaux de la grille indiciaire ; l'augmentation du point d'indice ; l'intégration des primes dans le salaire ; une refonte ambitieuse de la grille, la reconnaissance des qualifications,
- Un niveau de pension au moins égal à 75 % de son salaire (Régime indemnitaire intégré) avec un minimum garanti au moins égal au SMIC et le retour à l'indexation des pensions sur les salaires ;
- Le retrait définitif de la loi de mobilité des fonctionnaires,
- L'arrêt de l'aggravation des conditions de travail,
- L'abandon de la RGPP véritable instrument de casse de la Fonction Publique et des services publics,
- Un dialogue social véritablement renouvelé, accompagné des moyens correspondants...

**LE 29 JANVIER PARTICIPEZ MASSIVEMENT
A LA MANIFESTATION UNITAIRE
RENDEZ-VOUS 14 HEURES A LA BASTILLE**